



HAL
open science

La Troisième République en procès

Jérôme Grévy

► **To cite this version:**

Jérôme Grévy. La Troisième République en procès. Revue Française de Science Politique, 2014, varia, 64 (3), pp.530-534. 10.3917/rfsp.643.0507 . hal-01744652

HAL Id: hal-01744652

<https://hal.science/hal-01744652>

Submitted on 27 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Troisième République en procès¹

Défense républicaine, combat républicain, front républicain, méritocratie républicaine, égalité républicaine, laïcité républicaine, etc..., les expressions ne manquent pas, surtout lors des soirées électorales, qui associent l'adjectif républicain à un substantif. Ces expressions, familières pour beaucoup, sonnent comme des signaux de reconnaissance. Ils font rejouer les réflexes de rassemblement des forces divisées et dispersées contre les supposés ennemis de la République.

A l'origine de cette « contre-histoire » de la Troisième République, se trouve une exaspération contre une série de stéréotypes positifs, politiques et sociaux, dont est affublée la France républicaine, considérée entre 1870 et 1940. Depuis les années 1980, font remarquer les initiateurs du projet collectif, le thème de la République est revenu en force en politique. De fait, alors que la guerre froide avait imposé pendant un peu plus de trois décennies une lecture manichéenne de l'affrontement entre deux systèmes politiques, les démocraties libérales étant opposées aux démocraties populaires, l'effondrement de l'URSS et de ses satellites laissa vacant un espace immense. La gauche française, désenchantée, chercha dans le passé républicain les fondements d'une alternative au libéralisme absolu. L'adjectif républicain fut décliné à loisir pour caractériser la ligne gouvernementale et qualifier divers projets². La référence eut progressivement tendance à être galvaudée. Héritage informel des combats du XIXe siècle, chacun appelait « républicain » ce qu'il considérait comme intangible et, lorsqu'il entendait disqualifier un adversaire, l'accusait d'être un ennemi de la République. C'est pour prendre le contrepied de cette habitude, désormais bien ancrée dans la classe politique, et de l'idéalisation implicite de la Troisième République qui la sous-tend et dont quelques historiens des années 1980 seraient responsables, que ce livre a été conçu.

L'ouvrage est divisé en deux grandes parties : les propos s'attachent, dans une première partie, à passer au crible tout un ensemble de lieux communs associés aux institutions et aux valeurs de la Troisième République, pour ouvrir ensuite les « boîtes noires » de la République, c'est-à-dire révéler la réalité politique et sociale en vigueur pendant sept décennies. Si la ligne directrice est scrupuleusement suivie par tous, les argumentations mettent en œuvre des démarches variées : certaines contributions se contentent de réactualiser des points déjà assez bien connus ; d'autres proposent des synthèses de travaux récents ; enfin, d'autres réexaminent la Troisième République à la lueur de concepts historiens actuellement en vogue..

Remettre en cause l'idée républicaine

Avant d'être un régime, la République fut un idéal : défini par les philosophes et associé à un ensemble de valeurs dont la principale est la vertu de ses dirigeants. Ce mode de gouvernement est fondé sur une conception et une pratique morales du pouvoir, tandis que les autres régimes sont promus au rang de repoussoirs, les pires étant caractérisés par le cynisme,

¹ À propos de : Marion Fontaine, Frédéric Monier, Christophe Prochasson (sld), *Une contre-histoire de la Troisième République*, Paris, Éditions La Découverte, 2013, 402 p.

² Tournier, Maurice. *Étude lexicométrique des discours de Lionel Jospin* In : *Propos d'étymologie sociale. Tome 3 : Des sources du sens* [en ligne]. Lyon : ENS Éditions, 2002 (généré le 22 mars 2014). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/enseditions/2221>>. ISBN : 9782847884302. Son discours d'investiture de 1994 utilisa la fameuse formule « modèle républicain », inspirée du titre que Serge Berstein avait donné à un ouvrage collectif.

la corruption, le despotisme, l'iniquité. La Troisième République ne manqua pas de se définir ainsi. Elle était gouvernée, affirmait-on, par des hommes intègres, désintéressés, représentant la volonté populaire, alors que le Second Empire avait été aux mains d'une caste avide de pouvoir, de gloire et d'argent, déterminée par son intérêt propre, n'ayant cure du bien commun. Les écrits de Charles Renouvier, inspirés de la pensée de Kant, donnèrent de la République l'image du régime parfait construit selon la morale naturelle³. Prenant à contrepied cette vision, plusieurs chapitres du livre mettent à bas l'idyllique image du personnel politique républicain qui en découle : Christophe Prochasson rappelle que le Président de la République se comportait comme un prince, tandis que Jens Ivo Engels souligne les scandales, malversations et corruptions dont la classe politique républicaine se rendait coupable. Non seulement les réseaux du pouvoir associaient hommes politiques, milieux d'affaires et médias, mais le système électoral reposait de surcroît sur des pratiques clientélistes, dont la distribution de faveurs n'était pas la moindre (contributions de Frédéric Monier et Frédéric Caillé). En outre, les Républicains s'ingéniaient à écarter ceux qui risquaient de menacer leur pouvoir, exilant les princes, expulsant les congréganistes, dissolvant la Ligue des Patriotes, édictant les lois limitant la liberté de la presse, réprimant les mouvements insurrectionnels. L'appel à l'union des républicains rassemblait, comme par enchantement, des personnes et des forces dont les aspirations étaient parfois contradictoires. « La défense républicaine, écrit Gilles Candar, est consubstantielle à l'histoire même de la République, à la fois longtemps contestée et désireuse de garder un adversaire potentiel » (p. 65). Le régime républicain était donc loin de constituer un modèle de vertu, alors qu'il avait affirmé que la République abandonnait les pratiques arbitraires et illégales. Selon la même démarche, valeurs, principes et idéaux brandis par la Troisième République sont passés au crible de la critique. Les républicains sont jugés coupables d'avoir affirmé que le gouvernement était désormais conforme à la raison (Judith Surkis), qu'il rompait avec l'obscurantisme, faisait la promotion de la science et encourageait le progrès (Anne Rasmussen), qu'il libérait le pouvoir et la société de l'emprise de la religion et établissait la laïcité (contributions de Patrick Cabanel et de Perrine Simon-Nahum).

Pour parachever ce sombre tableau, un ensemble d'études présenté ici porte l'attention sur les institutions supposées républicaines, dont l'analyse démontre qu'elles étaient bien loin de correspondre à l'idéal avancé par ceux qui les mirent en place ou s'efforcèrent de les transformer. Plusieurs reviennent sur la question de l'enseignement, emblème s'il en fut de la Troisième République. Yves Déloye souligne ainsi que non seulement la méritocratie républicaine constituait une entorse au principe d'égalité mais, pire encore, qu'elle contribua à pérenniser les inégalités – comme l'ont montré les travaux des sociologues de l'école bourdieusienne. L'armée de la Troisième République, en dépit des évolutions libérales et égalitaires constatées par Odile Roynette, n'était pas organisée selon des principes républicains : son état d'esprit demeurait impérialiste (Olivier Cosson). Pour Nathalie Petiteau, la légende de Napoléon et de l'Empire restait bien vivace. Le système d'imposition ne fut pas moins infidèle aux promesses initiales, l'impôt progressif sur le revenu et autres mesures fiscales républicaines n'étant mises en place que tardivement et parcimonieusement (Nicolas Delalande).

Des racines du mythe républicain

Ce constat du décalage entre les principes et l'imparfaite républicanisation de la société conduit à s'interroger sur les racines de l'imaginaire républicain. La force du mythe tient incontestablement au soutien que bien des savants et bien des intellectuels apportèrent à

³ Marie-Claude Blais, *Au principe de la République. Le cas Renouvier*, Paris, Gallimard, 2000.

la Troisième République. Le droit constitutionnel, choyé par la République, érigé en discipline majeure dans les Écoles puis les Facultés de droit, fit l'apologie des lois constitutionnelles de 1875, dont la souplesse était considérée comme la condition primordiale de l'adaptation du régime aux évolutions politiques et sociales. Guillaume Sacriste démontre dans sa contribution que le droit constitutionnel n'était pas seulement un savoir mais un instrument du pouvoir⁴. La philosophie fut également convoquée pour dire la République, comme le souligne Jean-Louis Fabiani. Toutefois, il est abusif de voir dans la philosophie positive d'Auguste Comte le système de pensée qui constitue le fondement du régime républicain, contrairement à la démonstration que fit Claude Nicolet. La République n'intégra que le processus de laïcisation de la pensée et l'affirmation de l'efficacité politique de la diffusion de la connaissance. L'influence de Renouvier sur la philosophie du régime fut sans doute plus décisive. Plus peut-être que les autres disciplines, l'histoire fut mise au service de la République, ainsi que le rappelle Vincent Duclert. Une historiographie narrative et militante héroïsa le moment fondateur des années 1870, contribuant à cultiver la nostalgie des origines. D'une faible qualité scientifique, elle se contentait le plus souvent de rejouer le combat, légitimant la victoire de la République en l'inscrivant dans le mouvement de l'histoire. Renforçant une relecture téléologique déjà répandue, une impulsion décisive fut donnée au développement de travaux portant l'histoire de la Révolution. Les instituteurs et les professeurs de la République contribuèrent à l'enracinement du mythe refondateur de la France. Ils en firent une véritable mystique. Jean-Louis Fabiani rappelle qu'un Paul Nizan fut particulièrement sévère pour leur servilité coupable.⁵

Alors que les défauts des institutions et des pratiques politiques pouvaient être justifiées par la nécessité de sauvegarder le régime, les blocages de la société semblent moins excusables. Le livre dénonce les nombreuses promesses non tenues. Désireuse d'écarter tout mouvement révolutionnaire, la République s'appuyait sur le soutien des paysans (Alain Chatriot) et des classes moyennes (Klaus-Peter Sick), parvint à rallier également une bonne partie des élites, mais sacrifia les ouvriers (Marion Fontaine), les femmes (Laura Lee Downs), les indigènes (contributions de Claire Zalc et de Bruno Bertherat). Certes, de timides mesures d'intégration allèrent dans le sens de l'égalité, mais au prix de l'exclusion des migrants et des étrangers. La République n'était donc pas aussi ouverte qu'elle le prétendait. Dans les colonies, conquises au nom de la mission de civilisation, la République fut loin de pratiquer l'assimilation officiellement proclamée et banalisa une lecture raciale des populations⁶. Incontestablement, le moment nationaliste de la République n'offre pas la facette la plus généreuse du régime.

Défendre la République ?

Le projet qui sous-tend ce livre sonne comme un procès à charge contre l'instrumentalisation politique de la Troisième République, dont Jean-Pierre Chevènement est donné comme le plus représentatif, et contre une historiographie complaisante qui, de Maurice Agulhon à Claude Nicolet en passant par Serge Bernstein, sans oublier Mona Ozouf, pour ne citer que les plus illustres, est estimée coupable d'avoir contribué à construire ce légendaire républicain⁷. Puisque réquisitoire il y a, faisons-nous ici leur avocat. Il certes est indéniable, d'une part, que les simplifications que l'on peut lire dans des ouvrages destinés au grand public sont nombreuses et que, d'autre part, pour faire face à la violence urbaine de

⁴ Voir aussi, du même auteur : *La République des constitutionnalistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

⁵ Paul Nizan, *Les chiens de garde*, Paris, Rieder, 1932.

⁶ *ibid.*

⁷ Dans sa contribution, Sudhir Hazareesingh est encore plus sévère à l'égard des historiens français auxquels il reproche d'avoir cru ce que la Troisième République disait d'elle-même.

la fin du XXe et du début du XXIe siècle, les programmes scolaires ont remis à l'honneur les « valeurs républicaines » comme moyen de rétablir un âge d'or d'équilibre social et d'harmonie.

Il nous semble cependant injuste de prendre précisément pour cible les historiens cités ci-dessus, puisqu'ils ont largement contribué au progrès de la connaissance de la République et au renouvellement épistémologique du travail des historiens du politique. Ces historiens précités n'encensèrent pas pour autant sans le moindre esprit critique la Troisième République. Les responsabilités dans la construction du légendaire républicain sont davantage à chercher d'une part dans les récits narratifs qui racontent à loisir les grands combats républicains et qui, depuis les chroniques d'André Daniel, citées par Vincent Duclert, jusqu'aux manuels destinés aux étudiants des premiers cycles universitaires, se recopièrent les uns les autres au fil des générations, chacun se contentant d'ajouter sa petite touche de commentaire et de retrancher les détails jugés secondaires, pour finir par engendrer les synthèses hâtives dont la vocation est, précisément, de simplifier à outrance. Non moins responsables sont les biographies politiques à caractère hagiographique qui, héritières des légendes des martyrs de la liberté, en héroïsant les « pères fondateurs », contribuèrent implicitement à magnifier le régime qu'ils avaient engendré.

La République ne fut pas unanime dans la démarche d'autoglorification. Plusieurs républicains furent les premiers à dénoncer les infidélités au modèle théorique. Le clivage entre deux lectures contradictoires de la République et son héritage a souvent alimenté le monde intellectuel, ainsi qu'en témoigne le débat, opportunément signalé par Quentin Deluermoz (p. 94), qui avait opposé Maurice Agulhon à Michel Foucault en 1978, à l'occasion de la publication de *Surveiller et punir*. Quelle que soit la vigueur de la dénonciation qui encadre cette contre-histoire, il convient cependant de noter que bien des contributions sont nuancées et se refusent à condamner en bloc la Troisième République. Pierre Singaravelou, par exemple, invite à ne pas s'en tenir à l'opposition entre les tenants du bilan positif de la colonisation et les partisans de la légende noire, deux visions essentialisées qui masquent « la grande pluralité des options politiques et des pratiques administratives » (p. 177). De même, les contributions consacrées à la place majeure que jouèrent les « savants de la République » dans la légitimation et l'enracinement du régime admettent que celui-ci sut susciter en ses propres rangs des voix critiques, comme la sociologie durkheimienne au début du XXe siècle ou, plus tardivement, l'École des Annales. Quant aux professeurs et aux instituteurs, ceux-ci avaient beau être des fonctionnaires, ils n'en conservaient pas moins leur liberté de pensée.

Repenser la République

Ce réquisitoire « post-républicain » invite alors à repenser la République. Nous dégagerons ici trois points d'une indéniable valeur heuristique : la question de la chronologie, l'évolutionnisme de la République et la religiosité dont elle était revêtue.

Nicolas Roussellier, s'interrogeant sur le qualificatif faussement admiratif de « plus longue des Républiques », consacre une étude pénétrante à la question des bornes chronologiques. Il propose d'établir une nouvelle périodisation de la République, qui déborde largement la Troisième du nom, à laquelle est consacrée ce livre. Indéniablement, il convient de ne pas confondre la période 1870-1940 avec le régime républicain. Le temps de l'apprentissage a commencé dès 1848, comme l'a suggéré en son temps Maurice Agulhon⁸.

⁸ Maurice Agulhon, *1848 ou l'Apprentissage de la République (1848-1852)*, Paris, Le Seuil, 1973. Maurice Agulhon admettait en outre que le souvenir de la Première République avait constitué le terreau du moment 1848-1852 et que le suffrage universel avait contribué, en dépit de la pratique des candidatures officielles, à la politisation des milieux populaires.

Sudhir Hazareesingh considère d'ailleurs que le Second Empire constitue le moment crucial qui permit à la République de commencer à rallier une partie des élites politiques, administratives, économiques et culturelles, en opérant une synthèse rassemblant des éléments parfois tenus pour irréconciliables. Il donne ainsi raison au beau livre de Philip Nord, dont la traduction française vient d'être publiée et dont nous rendrons compte prochainement⁹. Lui succéda celui du parlementarisme, de 1880 à 1914. Le temps des réformes avortées, de 1900 au milieu des années Trente, fut suivi de celui des transformations, qui se clôtura par le passage à la Cinquième République ; 1958 marque en effet une rupture nette avec la Troisième et la Quatrième République, dans la forme comme dans le fond, ainsi que l'a démontré naguère Serge Berstein dans plusieurs travaux¹⁰. Cette question des bornes chronologiques peut être mise en rapport avec l'analyse de Jean-Louis Fabiani, qui invite à contextualiser la formation de l'idéal républicain. Celui-ci ne constitue pas un ensemble définitif et figé. La République fut fabriquée intellectuellement par ajouts successifs, dont chacun peut et doit être mis en rapport avec le moment qui le vit se former. « L'idée républicaine n'est autre qu'un ensemble d'articulation entre des principes et des événements » (p. 217). C'est pourquoi l'on doit considérer que l'idée républicaine reste une promesse, toujours adaptable et jamais réalisée. La République avançait en regardant devant elle, du moins jusqu'aux années 1930, caractérisées par la nostalgie de l'âge d'or, qui surgit de nouveau au cours des années 1980. Imparfaite par nature, la République exigeait de ses citoyens qu'ils participent sans cesse au travail en cours en vue de son accomplissement. La République se nourrissait des débats, des mises en cause et des critiques, à condition que ceux-ci fussent de bonne foi.

Enfin, la République fut empreinte d'une véritable mystique, comme le soulignent Perrine Simon-Nahum et Patrick Cabanel. Non seulement elle ne fut pas ennemie de la religion, mais elle encouragea même la connaissance scientifique des religions. Surtout, par un processus d'autosacralisation¹¹ qui plongeait ses racines dans la pensée de Rousseau et l'expérience révolutionnaire, elle constitua une véritable religion civile, avec ses dogmes, ses rites et ses grands prêtres. Le transfert de sacralité qu'elle opéra, du religieux vers le politique, constitue sans doute un élément majeur permettant son enracinement.

Cette lecture critique de la Troisième République donne à comprendre les voies complexes de la longue transformation de la société politique française. Décapante, elle invite à mettre en question les idées établies, à décortiquer les mots, à contextualiser les principes et les pratiques. Il réactualise des dénonciations, en formule de nouvelles, en nuance beaucoup. Pour qui sait ne pas en rester au premier niveau de lecture, le procès n'accable pas irrémédiablement l'accusée.

Jérôme Grévy

Université de Poitiers - Faculté des Sciences Humaines et Arts
Laboratoire de recherche Gerhico-Cerhilim (EA 4270)

⁹ Philip Nord, *Le moment républicain. Combats pour la démocratie dans la France du XIXe siècle*, Armand Colin, 2013 (version initiale *The Republican Moment. Struggle for Democracy in Nineteenth-Century France*, Harvard College, 1995). Dans sa préface, Vincent Duclert souligne la proximité avec la contre-histoire de la République, ce qui est assez discutable.

¹⁰ Serge Berstein, *Histoire du gaullisme*, Paris, Perrin, 2001 et Serge BERSTEIN (dir.), *Les cultures politiques en France*, Seuil, L'Univers historique, 1999

¹¹ Claude Nicolet, *L'Idée républicaine en France. Essai d'histoire critique (1789-1924)*, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », Paris, 1982